

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GUINÉE: LE PRINCIPAL OPPOSANT POINTE LE RISQUE DE VIOLENCES ETHNIQUES

Le principal opposant guinéen, Cellou Dalein Diallo, a accusé le président Alpha Condé, candidat à un troisième mandat controversé, d'"instrumentaliser" les divisions ethniques, au risque d'attiser les violences entre communautés. "Je suis convaincu que cette élection, je vais la gagner, je peux la gagner", a déclaré M. Diallo, déjà candidat malheureux en 2010 et en 2015 face à M. Condé, lors d'une rencontre à Dakar avec l'Association de la presse étrangère au Sénégal (APES).

MALI: DES PARLEMENTAIRES FRANCOPHONES DEMANDENT LA LIBÉRATION DE SOUMAÏLA CISSÉ

L'Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF) a demandé hier la libération du chef de l'opposition malienne Soumaïla Cissé, enlevé il y a six mois. "Sa détention constitue une entrave grave aux principes démocratiques et aux libertés fondamentales. A l'heure où le Mali traverse un moment charnière de son histoire, l'absence de M. Soumaïla Cissé est d'autant plus regrettable", déplore l'APF.

WASHINGTON ACCUSE PÉKIN D'ATTISER LA COLÈRE ANTIRACISTE

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a accusé mercredi la Chine de tenter de "fomentier" des mouvements de colère aux Etats-Unis à travers sa critique du racisme. Le Parti communiste chinois "pense pouvoir étouffer les voix américaines qui lui réclament de rendre des comptes en criant plus fort pour dénoncer le racisme", a-t-il lancé lors d'une intervention inhabituelle.

Conseil de sécurité : l'obligation de reformer !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

A lors qu'elle vient de fêter ses 75 ans d'existence, l'Organisation des Nations unies (Onu) donne l'impression d'être un appareil en manque de vitalité. Considéré par beaucoup comme un serpent de mer, une réforme de son Conseil de sécurité, figé dans sa composition depuis la Seconde Guerre mondiale, est réclamée à cor et à cri. Avec la pandémie de Covid-19, les divisions entre les cinq membres permanents - Etats-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni - et la paralysie qu'elles suscitent auraient atteint des niveaux inacceptables. Ainsi, l'Onu comprend au total 15 sièges mais ses dix membres non permanents, renouvelés chaque année pour moitié, n'ont pas de droit de veto à la différence des permanents.

Ainsi, l'Onu comprend au total 15 sièges mais ses dix membres non permanents, renouvelés chaque année pour moitié, n'ont pas de droit de veto à la différence des permanents. "Si chaque pays est libre de présenter une résolution, dans la réalité elles viennent surtout des Occidentaux", orientant la gestion du monde, relève un diplomate sous couvert d'anonymat. La gouvernance mondiale post-pandémie était, à l'initiative du Niger, le thème d'une visioconférence. "Cette pandémie est un signal d'alarme pour des catastrophes plus graves encore qui pourraient survenir, à commencer par la crise climatique. Si nous y répondons avec la désunion et la désorganisation dont nous avons été témoins cette année, je crains le pire", a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Lequel avait déjà dénoncé une



La salle du Conseil de sécurité de l'Onu.

relation "très dysfonctionnelle" entre grandes puissances. Une situation qui interpellent la quasi-totalité des Etats-membres. De l'Amérique du Sud à l'Asie en passant par l'Afrique et l'Europe, plusieurs dirigeants ont profité de la récente Assemblée générale pour souligner l'"urgente" de réformer le Conseil de sécurité afin de mieux refléter le monde d'aujourd'hui. Au cours d'un huis clos, l'Inde, le Japon, le Brésil et l'Allemagne, candidats à un siège permanent, ont réclamé un élargissement pour le "rendre plus représentatif, plus légitime et efficace". Tout en soulignant qu'il faut

parvenir à une composition "qui reflète le mieux la représentativité des peuples, des nations et des continents", a dit le président angolais João Lourenço. Le monde a besoin d'un Conseil de sécurité "plus transparent, plus démocratique, plus représentatif", a renchéri le président Félix Tshisekedi. L'instance suprême de l'ONU devrait être rebaptisée "Conseil de sécurité humaine", a réclamé Carlos Alvarado (Costa Rica), en déplorant que ses membres permanents soient les principaux producteurs d'armes.

Les "Cinq Grands" pointés du doigt

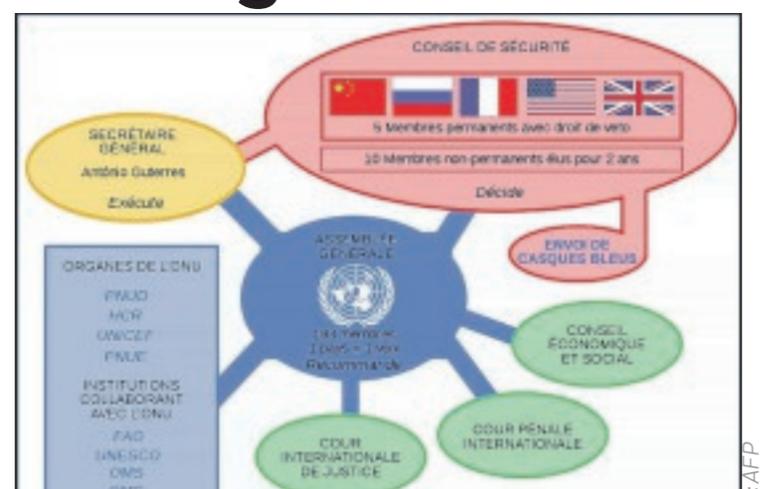
J.O.

Libreville/Gabon

Aucune réforme du Conseil de sécurité ne pourrait voir le jour sans l'apport des cinq membres permanents. Faut-il organiser un sommet sans objectif clair comme l'a proposé Vladimir Poutine? Comment convaincre la Chine qu'une présence permanente de l'Inde n'est pas une menace? Autant de questions qui se posent dans les chaumières des Nations unies. Les chances de succès d'une réforme "sont proches de zéro", af-

firme Andrew Bacevich, professeur de relations internationales à l'Université américaine de Boston. "Parce qu'elle veut dire une perte de pouvoir, de statut, pour les cinq membres permanents." Officiellement, Paris, qui milite pour une limitation du recours au veto en cas "d'atrocités de masse", est en faveur d'un élargissement du Conseil. La France soutient les candidatures allemande, brésilienne, indienne et japonaise ainsi qu'une présence renforcée des Africains. Actuellement, le Conseil "sert largement les intérêts des Etats-

Unis, de la Russie, de la France, du Royaume-Uni et de la Chine. Et donc ces pays n'accepteront aucune restructuration", prévient toutefois M. Bacevich. Depuis 2005, l'Afrique réclame au moins "deux sièges permanents". "Toutes les régions du monde dont l'Afrique doivent être représentées de façon équitable. Il faut augmenter le nombre de sièges permanents et supprimer le droit de veto ou l'étendre aux nouveaux membres permanents pour asseoir la démocratie", a affirmé le président Issoufou Mahamadou.



Représentation du système des Nations unies